



PLF 2019 : toujours moins de moyens pour les Services publics et les usagers !

8 412 emplois supprimés dans les services de la Fonction publique de l'Etat et ses opérateurs qui, par le peu de recrutements dans certains secteurs prioritaires (Intérieur, Justice, Armée), permettent au gouvernement d'afficher une suppression de 4164 emplois.

Une fois de plus, les ministères économiques et financiers paient le plus lourd tribut avec plus de 2 000 emplois supprimés, suivis par les ministères de l'Education Nationale, du Travail et de l'Ecologie.

Ce projet de loi s'inscrit à nouveau dans le cadre de la réduction des dépenses publiques et des 3 % imposés par Maastricht.

Austérité à tous les niveaux car, ne l'oublions pas, la valeur du point d'indice est toujours gelée, les retenues pour pension augmenteront en janvier 2019 et les carrières seront ralenties à cause de la suppression notamment des réductions de temps de service (RTS) inscrite dans le protocole PPCR (Parcours professionnel, carrières et rémunérations).

Ces nouvelles suppressions de postes vont dégrader un peu plus les conditions de travail des agents, ce qui est inacceptable et peut même devenir dangereux quand, en parallèle, le gouvernement veut supprimer les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

Dans ce contexte, la FGF-FO s'inscrit dans la journée de mobilisation et de grève du 9 octobre initiée par la confédération Force ouvrière.

Pour la FGF-FO, le rôle du syndicat est de porter les revendications des salariés :

- **Augmentation des traitements de 16 %**
- **Défense du Statut général des fonctionnaires et des statuts particuliers**
- **Maintien et amélioration du code des pensions civiles et militaires**
- **Plus de services publics de proximité avec une Implantation cohérente sur le territoire permettant de garantir l'égalité de traitement des usagers des services publics.**

**Le mardi 9 octobre
Toutes et tous mobilisés dans les grèves et les manifestations !**

